

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN**  
**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION**  
**GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

**REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**

**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

F. 2000 — 840

[C — 2000/27144]

**24 MARS 2000. — Décret relatif à l'octroi d'une garantie de la Région à certaines entreprises touchées par la crise de la dioxine de 1999 (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'exception de l'exploitation agricole telle que définie par les articles 2, 2°, et 3, de la loi du 3 décembre 1999 relative à des mesures d'aide en faveur d'entreprises agricoles touchées par la crise de la dioxine, peut bénéficier de l'intervention du Fonds de garantie visé au titre Ier, chapitre Ier, section II, de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, ainsi que d'une subvention-intérêt et d'une somme forfaitaire de 10 000 francs, l'entreprise qui en fait la demande au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 2000 et qui remplit les conditions suivantes :

1° être une personne physique ayant la qualité de commerçant, ou exercer une profession d'indépendant, ou être une société commerciale, ou une société qui a pris la forme juridique d'une société commerciale, ou un groupement européen d'intérêt économique ou un groupement d'intérêt économique;

2° disposer au moins d'un siège d'exploitation en Région wallonne;

3° avoir comme activité principale une activité qui a trait à la production, à la transformation, au transport ou au commerce de produits d'origine animale ou produits dérivés destinés à la consommation humaine ou animale :

a) soit que ces produits ou aliments ont fait l'objet au cours de la période du 1<sup>er</sup> juin au 30 septembre 1999 des mesures gouvernementales belges ou communautaires visant à empêcher la mise en vente ou l'exportation de produits potentiellement contaminés par des dioxines ou P.C.B.;

b) soit que des mesures de blocage de ces produits ou aliments ont été prises par les autorités étrangères à l'occasion de la crise de la dioxine en Belgique;

c) soit que l'activité a été réduite au cours de la période visée au a) en raison d'annulations ou de retards de livraisons de la part de fournisseurs dont les produits ont fait l'objet de mesures gouvernementales visées aux a) et b);

4° 60 % au moins du chiffre d'affaires doivent être réalisés au cours de l'année 1998 dans le siège d'exploitation affecté de l'entreprise qui a trait à une ou plusieurs des activités visées au 3°;

5° déclarer sur l'honneur qu'elle est en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires qui régissent l'exercice de sa profession ou de ses activités;

6° déclarer sur l'honneur de ne pas être impliquée dans la production, la transformation ou la commercialisation d'aliments pour animaux contre lesquelles des poursuites pénales ou actions civiles ont été initiées du fait d'une éventuelle responsabilité dans la contamination de ces aliments par des dioxines ou des P.C.B.;

7° ne pas se trouver avant le 27 mai 1999 dans les conditions de la faillite ou du concordat judiciaire et ne pas avoir, à cette date, des arriérés de paiements importants en ce qui concerne les impôts, les charges sociales, les rémunérations, ou de dettes à l'égard d'organismes de crédit;

8° apporter la preuve de la détérioration de sa situation financière et du lien de causalité entre cette détérioration et la crise de la dioxine;

9° que le siège d'exploitation n'a pas bénéficié d'une aide prévue par le décret du 30 septembre 1999 relatif à l'octroi d'une intervention du Fonds de garantie et d'une subvention-intérêt aux entreprises touchées par la crise de la dioxine de 1999, ou d'une aide en reconstitution de fonds de roulement octroyée par l'Etat ou une autre Région ou d'une indemnité de source privée qui couvre le préjudice subi à la suite de la crise;

10° que le siège d'exploitation touché de l'entreprise ait subi au cours de la période de début juin jusque fin septembre 1999 une perte de chiffre d'affaires d'au moins 20 % sur trois mois, ou de 25 % sur deux mois ou de 40 % sur un mois par rapport au chiffre d'affaires moyen des ou du mois correspondant des années 1996, 1997 et 1998.

Pour l'entreprise créée depuis moins de trois ans, le calcul de la perte du chiffre d'affaires est calculé *prorata temporis* sur base des données chiffrées disponibles.

**Art. 2.** Le crédit sur lequel l'intervention du Fonds de garantie et l'octroi de la subvention-intérêt peuvent être demandés doit répondre aux conditions suivantes :

1° être destiné à la reconstitution du fonds de roulement qui a été diminué à la suite de la crise de la dioxine;

2° s'élever à minimum 1 million de francs;

3° s'élever à maximum 30 % de la perte du chiffre d'affaires du siège d'exploitation de l'entreprise durant la période du 1<sup>er</sup> juin jusqu'au 30 septembre 1999 et ce, par rapport au chiffre d'affaires de la même période de l'année 1998, avec un maximum du montant en principal du crédit de 50 millions de francs par entreprise;

4° avoir une durée maximum de cinq ans.

Le montant total des crédits visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut dépasser 5 milliards de francs en principal.

**Art. 3.** L'intervention du Fonds de garantie sert à garantir le remboursement en capital, intérêts, y compris les intérêts de retard, à l'exception des frais du crédit visé à l'article 2.

La garantie couvre 50 % du crédit.

Le Gouvernement détermine la procédure, ainsi que les modalités d'octroi et de mobilisation de la garantie.

**Art. 3bis.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de la subvention-intérêt est égal à :

1. la totalité des intérêts, pour les crédits ne dépassant pas en principal 10 millions de francs ou pour les 10 premiers millions d'un crédit supérieur;

2. 3 % ou 2 %, pour la partie de tout crédit supérieur à 10 millions de francs, selon que l'entreprise occupe respectivement moins ou plus de cinquante personnes.

§ 2. Le Gouvernement détermine la procédure ainsi que les modalités d'octroi et de liquidation de la subvention-intérêt.

**Art. 3ter.** Dès l'acceptation du dossier, il est alloué une somme forfaitaire de 10 000 francs par entreprise visée à l'article 1<sup>er</sup>, pour couvrir en partie les frais de constitution du dossier de demande.

**Art. 4.** La Commission instituée en vertu du décret du 30 septembre 1999 relatif à l'octroi d'une intervention du Fonds de garantie et d'une subvention-intérêt aux entreprises touchées par la crise de la dioxine de 1999 est compétente notamment pour les missions suivantes :

1° évaluer la perte de chiffre d'affaires subie par l'entreprise suite à la perturbation du marché due à la contamination par la dioxine de certaines denrées alimentaires ou de certains aliments pour animaux;

2° par dérogation aux articles 12 à 27 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique, octroyer l'intervention du Fonds de garantie.

**Art. 5.** L'article 12 du décret du 6 mai 1999 créant la société anonyme de droit public "Société de Garantie régionale wallonne" (S.G.R.W.) n'est pas applicable en ce qui concerne le présent décret.

**Art. 6.** Dans l'article 1<sup>er</sup> du décret du 30 septembre 1999 relatif à l'octroi d'une intervention du Fonds de garantie et d'une subvention-intérêt aux entreprises touchées par la crise de la dioxine de 1999, les mots "avant le 31 janvier 2000" sont remplacés par les mots "au plus tard le 1<sup>er</sup> mai 2000".

**Art. 7.** A l'exception de l'article 6 qui produit ses effets le 31 janvier 2000, le présent décret entre en vigueur et produit ses effets le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 24 mars 2000.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, de l'Equipement et des Travaux publics,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de la Formation, de l'Emploi et du Logement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

J.-M. SEVERIN

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

—  
Note

(1) *Session 1999-2000.*

*Documents du Conseil.* — 87 (1999-2000) N<sup>os</sup> 1 à 8.

*Compte rendu intégral.* — Séance publique du 15 mars 2000. Discussion - Votes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2000 — 840

[C — 2000/27144]

**24. MÄRZ 2000 — Dekret über die Gewährung einer Bürgschaft der Region an bestimmte durch die Dioxinkrise von 1999 betroffene Unternehmen (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1** - Mit Ausnahme des landwirtschaftlichen Unternehmens, wie es in den Artikeln 2, 2° und 3 des Gesetzes vom 3. Dezember 1999 über die Hilfsmaßnahmen zugunsten von durch die Dioxinkrise betroffenen Unternehmen bestimmt ist, kann das Unternehmen, das seinen Antrag spätestens am 1. Mai 2000 einreicht, die Beihilfe des in Teil II des Kapitels I des Titels I des Gesetzes vom 4. August 1978 über die wirtschaftliche Neuorientierung erwähnten Garantiefonds sowie eine Zinssubvention und einen Pauschalbetrag von 10 000 BEF in Anspruch nehmen, wenn es den folgenden Bedingungen genügt:

1° eine natürliche Person sein, die die Eigenschaft eines Handeltreibenden besitzt, oder eine selbständige Berufstätigkeit ausüben, oder eine Handelsgesellschaft sein, oder eine Gesellschaft sein, die die Rechtsform einer Handelsgesellschaft genommen hat, oder eine europäische wirtschaftliche Interessenvereinigung oder eine wirtschaftliche Interessenvereinigung sein;

2° über mindestens einen Betriebssitz in der Wallonischen Region verfügen;

3° als Haupttätigkeit eine Tätigkeit haben, die die Produktion, die Verarbeitung, den Transport oder die Vermarktung von Produkten tierischen Ursprungs oder von Folgeerzeugnissen, die für den menschlichen oder tierischen Verbrauch bestimmt sind, betrifft:

a) wobei diese Produkte oder Nährstoffe im Laufe der Periode vom 1. Juni bis zum 30. September 1999 Gegenstand von gemeinschaftlichen oder belgischen Regierungsmaßnahmen zur Verhinderung des Verkaufs oder der Ausfuhr von Produkten gewesen sind, die durch Dioxin oder durch PCB verseucht sein könnten;

b) oder Sperrmaßnahmen betreffend diese Produkte oder Nährstoffe durch ausländische Behörden zur Zeit der Dioxinkrise in Belgien ergriffen worden sind;

c) oder aber die Tätigkeit im Laufe der im Punkt a) erwähnten Periode wegen Annullierungen oder Lieferungsverzögerungen durch Lieferanten, deren Produkte Gegenstand von in den Punkten a) und b) erwähnten Regierungsmaßnahmen gewesen sind, beschränkt worden ist;

4° mindestens 60 % des Umsatzes im Laufe des Jahres 1998 muss im benachteiligten Betriebssitz des Unternehmens, der mit einer bzw. mehreren im Punkt 3° erwähnten Tätigkeiten im Zusammenhang steht, erreicht werden;

5° auf Ehrenwort erklären, dass es in Bezug auf die Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen, die die Ausübung seines Berufs bzw. seiner Tätigkeiten regeln, in Ordnung ist;

6° auf Ehrenwort erklären, dass es nicht in die Produktion, Verarbeitung oder Vermarktung von Futtermitteln verwickelt ist, gegen die aufgrund einer eventuellen Verantwortlichkeit für die Verseuchung durch Dioxin oder P.C.B. Strafverfolgungen eingeleitet oder Zivilklagen erhoben wurden;

7° sich vor dem 27. Mai 1999 nicht im Zustand des Konkurses oder des gerichtlichen Vergleichs befinden und an diesem Datum keine großen Zahlungsrückstände, was die Steuern, Soziallasten, Arbeitsentgelte betrifft, oder keine Schulden gegenüber Krediteinrichtungen aufweisen;

8° den Nachweis für die Verschlechterung seiner finanziellen Lage und den Kausalzusammenhang zwischen dieser Verschlechterung und der Dioxinkrise erbringen;

9° der Betriebssitz darf keine Beihilfe, die in dem Dekret vom 30. September 1999 über die Gewährung einer Beihilfe des Garantiefonds und einer Zinssubvention an durch die Dioxinkrise von 1999 betroffene Unternehmen vorgesehen ist, oder keine durch den Staat oder eine andere Region gewährte Beihilfe für die Wiederherstellung des Umlaufvermögens oder keine Vergütung privater Herkunft, die den infolge der Krise erlittenen Schaden deckt, bezogen haben;

10° der Betriebssitz des betroffenen Unternehmens muss im Laufe der Periode von Anfang Juni bis Ende September 1999 während drei Monaten einen Umsatzverlust von mindestens 20 % oder während zwei Monaten einen Umsatzverlust von mindestens 25 % oder während eines Monats einen Umsatzverlust von mindestens 40 % erlitten haben, und zwar im Verhältnis zu dem durchschnittlichen Umsatz des bzw. der entsprechenden Monate der Jahre 1996, 1997 und 1998.

Für die seit weniger als drei Jahren gegründeten Unternehmen wird der Umsatzverlust prorata temporis auf der Grundlage der verfügbaren Zahlenangaben berechnet.

**Art. 2** - Der Kredit, worauf die Beihilfe des Garantiefonds und die Zinssubvention gewährt werden können, muss den folgenden Bedingungen genügen:

1° für die Wiederherstellung des infolge der Dioxinkrise reduzierten Umlaufvermögens bestimmt sein;

2° sich auf mindestens eine Million BEF belaufen;

3° sich auf höchstens 30 % des Umsatzverlustes des Betriebssitzes des Unternehmens im Laufe der Periode vom 1. Juni bis zum 30. September 1999 belaufen, und zwar im Verhältnis zu dem Umsatz derselben Periode im Jahre 1998, mit einem höchsten Kapitalbetrag des Kredits in Höhe von 50 Millionen BEF pro Unternehmen;

4° eine Höchstdauer von fünf Jahren haben.

Der gesamte Kapitalbetrag der im ersten Absatz erwähnten Kredite darf 5 Milliarden BEF nicht überschreiten.

**Art. 3** - Die Beihilfe des Garantiefonds dient dazu, für die Rückzahlung des Kapitals, der Zinsen einschließlich der Verzugszinsen, mit Ausnahme der Kosten des in Artikel 2 erwähnten Kredits, Bürgschaft zu leisten.

Die Bürgschaft deckt 50 % des Kredits.

Die Regierung bestimmt das Verfahren sowie die Modalitäten für die Gewährung und die Inanspruchnahme der Garantie.

**Art. 3bis. § 1.** - Der Betrag der Zinssubvention entspricht:

1. der Gesamtheit der Zinsen für die Kredite, deren Kapitalbetrag 10 Millionen BEF nicht überschreitet, oder für die ersten zehn Millionen eines höheren Kredits;

2. und 3 oder 2% für den Anteil eines jeden Kredits von mehr als 10 Millionen BEF, je nachdem das Unternehmen weniger bzw. mehr als 50 Personen beschäftigt.

§ 2. - Die Regierung bestimmt das Verfahren sowie die Modalitäten für die Gewährung und die Auszahlung der Zinssubvention.

**Art. 3ter.** - Sobald die Akte genehmigt worden ist, wird ein Pauschalbetrag von 10 000 BEF pro in Artikel 1 erwähntes Unternehmen bereitgestellt, um die Anlegekosten der Antragsakte teilweise zu decken.

**Art. 4** - Der Ausschuss, der aufgrund des Dekrets vom 30. September 1999 über die Gewährung einer Beihilfe des Garantiefonds und einer Zinssubvention an durch die Dioxinkrise von 1999 betroffene Unternehmen gebildet wurde, ist insbesondere für die folgenden Aufgaben zuständig:

1° den Umsatzverlust bewerten, den das Unternehmen erlitten hat, infolge der Marktstörung in Zusammenhang mit der Verseuchung gewisser Lebens- oder Futtermittel durch Dioxin;

2° in Abweichung von Artikeln 12 bis 27 des Gesetzes vom 4. August 1978 über die wirtschaftliche Neuorientierung die Beihilfe des Garantiefonds gewähren.

**Art. 5** - Artikel 12 des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts „Société de garantie régionale wallonne“ (S.R.G.W.) (Wallonische regionale Garantiefonds-Gesellschaft) findet keine Anwendung, was das vorliegende Dekret betrifft.

**Art. 6** - In Artikel 1 des Dekrets vom 30. September 1999 über die Gewährung einer Beihilfe des Garantiefonds und einer Zinssubvention an durch die Dioxinkrise von 1999 betroffene Unternehmen werden die Wörter «vor dem 31. Januar 2000» durch die Wörter «spätestens am 1. Mai 2000» ersetzt.

**Art. 7** - Mit Ausnahme von Artikel 6, der am 31. Januar 2000 wirksam wird, tritt das vorliegende Dekret am Tage seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft und wird am selben Tag wirksam.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht wird.  
Namur, den 24. März 2000

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,

S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,

J. DARAS

Der Minister des Haushalts und der Finanzen, der Beschäftigung und der Ausbildung,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Der Minister der Beschäftigung, der Ausbildung und des Wohnungswesens,

M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

J.-M. SEVERIN

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,

Th. DETIENNE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,

J. HAPPART

—  
Note

(1) *Sitzung 1999-2000.*

*Dokumente des Rats* — 87 (1999-2000), Nrn. 1 bis 8.

*Ausführliches Sitzungsprotokoll* — Öffentliche Sitzung vom 15. März 2000. Diskussion - Abstimmung

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2000 — 840

[C – 2000/27144]

**24 MAART 2000. — Decreet waarbij een waarborg van het Gewest wordt verleend aan bepaalde bedrijven die door de dioxinecrisis van 1999 werden getroffen (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Behalve de landbouwbedrijven bedoeld in de artikelen 2, 2°, en 3 van de wet van 3 december 1999 betreffende steunmaatregelen ten gunste van landbouwbedrijven getroffen door de dioxinecrisis, komen in aanmerking voor de tegemoetkoming van het Waarborgfonds bedoeld onder titel I, hoofdstuk I, afdeling II, van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering alsmede voor een rentetoelage en een forfaitair bedrag van 10 000 BEF, de bedrijven die hun aanvraag uiterlijk 1 mei 2000 hebben ingediend en de volgende voorwaarden vervullen :

1° een natuurlijk persoon met commerciële doeleinden zijn of voor een zelfstandig beroep bestemd zijn of een handelsvennootschap of een vennootschap zijn die de rechtsvorm van een handelsvennootschap heeft aangenomen, of een Europees economisch samenwerkingsverband of een economisch samenwerkingsverband zijn;

2° minstens één exploitatiezetel in het Waalse Gewest hebben;

3° de hoofdactiviteit is gericht op de productie, de verwerking, het vervoer of de handel van producten van dierlijke oorsprong of van afgeleide producten voor menselijke of dierlijke consumptie, waarbij :

a) hetzij voornoemde producten tussen 1 juni en 30 september 1999 onderworpen werden aan Belgische of gemeenschappelijke regeringsmaatregelen die genomen werden om de verkoop of de uitvoer van eventueel met dioxinen of PCB's besmette producten te beletten;

b) hetzij buitenlandse overheden naar aanleiding van de dioxinecrisis in België maatregelen hebben getroffen om de invoer van bovenbedoelde producten te blokkeren;

c) hetzij de activiteit gedurende de in punt a) bedoelde periode werd belemmerd door afbestellingen of vertragingen van de leveringen van producten die het voorwerp hebben uitgemaakt van de regeringsmaatregelen bedoeld in a) en b);

4° minstens 60 % van de omzet van het jaar 1998 is verwezenlijkt in de getroffen exploitatiezetel waar één of meer van de in 3° bedoelde activiteiten verricht worden;

5° op ere verklaren te voldoen aan de wettelijke en reglementaire voorschriften die van toepassing zijn op de uitoefening van het beroep of de bedoelde activiteiten;

6° op ere verklaren niet betrokken te zijn bij de dierenvoedselproductie, -verwerking of -commercialisering die het voorwerp hebben uitgemaakt van strafvolgelingen of burgerlijke rechtsvorderingen wegens een eventuele verantwoordelijkheid voor besmetting van voormeld dierenvoedsel met dioxinen of PCB's;

7° vóór 27 mei 1999 niet failliet zijn verklaard of het voorwerp zijn geweest van een gerechtelijk akkoord en op die datum geen belangrijke achterstanden hebben gehad i.v.m. belastingen, sociale lasten, bezoldigingen, noch schulden t.o.v. kredietinstellingen;

8° het bewijs leveren van de verslechtering van zijn financiële toestand en van het oorzakelijk verband tussen de verslechtering en de dioxinecrisis;

9° de exploitatiezetel is niet in aanmerking gekomen voor een tegemoetkoming bedoeld in het decreet van 30 september 1999 inzake het toekennen van een tegemoetkoming van het Waarborgfonds, noch voor de rentetoelage voor bedrijven die getroffen werden door de dioxinecrisis van 1999, noch voor een tegemoetkoming van de Staat of een ander Gewest om nieuw bedrijfskapitaal aan te leggen, noch voor een tegemoetkoming uit de privé-sector om de geleden schade te dekken;

10° de omzet van de getroffen exploitatiezetel is tussen begin juni en eind september 1999 gedaald met minstens 20 % over drie maanden, 25 % over twee maanden of 40 % over één maand t.o.v. de gemiddelde omzet van de overeenstemmende maand(en) in de jaren 1996, 1997 en 1998.

Voor een bedrijf dat minder dan drie jaar bestaat, wordt de omzetzaling *prorata temporis* berekend op grond van de beschikbare cijfers.

**Art. 2.** Het krediet waaruit geput mag worden om de tegemoetkoming van het Waarborgfonds en de rentetoeelage te betalen, moet :

1° dienen om het door de dioxinecrisis verminderde bedrijfskapitaal te stijven;

2° minstens 1 miljoen frank bedragen;

3° gelijk zijn aan maximum 30 % van de tussen 1 juni en 30 september 1999 gedaalde omzet van de exploitatiezetel, t.o.v. de omzet tijdens de overeenstemmende periode in 1998, met een maximumbedrag in hoofdsom van 50 miljoen frank per bedrijf;

4° maximum vijf jaar duren.

Het totaalbedrag van de in het eerste lid bedoelde kredieten mag niet hoger zijn dan 5 miljard frank in hoofdsom.

**Art. 3.** De tegemoetkoming van het Waarborgfonds dient voor de aflossing van de hoofdsom en de interesten, met inbegrip van de achterstallige interesten, behalve de kosten van het in artikel 2 bedoelde krediet. De waarborg dekt 50 % van het krediet.

De waarborg wordt vrijgemaakt en verleend volgens de procedure en de regels die de Regering bepaalt.

**Art. 3bis.** § 1. Het bedrag van de rentetoeelage is gelijk aan :

1° het totaal van de renten, voor de kredieten waarvan de hoofdsom minder dan 10 miljoen BEF bedraagt of voor de eerste tien miljoen van een hoger krediet;

2° 3 % of 2 % voor het gedeelte van elk krediet boven 10 miljoen BEF, al naar gelang het bedrijf minder of meer dan 50 personen tewerkstelt.

§ 2. De rentetoeelage wordt verleend en vereffend volgens de procedure en de regels die de Regering bepaalt.

**Art. 3ter.** Na goedkeuring van het dossier wordt aan de in artikel 1 bedoelde bedrijven een forfaitair bedrag van 10 000 BEF verleend dat de kosten voor het aanleggen van het aanvraagdossier gedeeltelijk zal dekken.

**Art. 4.** De Commissie die ingesteld is krachtens het decreet van 30 september 1999 inzake het toekennen van een tegemoetkoming van het Waarborgfonds en van een rentetoeelage aan de bedrijven die schade ondervonden hebben ten gevolge van de dioxinecrisis van 1999, is met name bevoegd om :

1° de omzetzaling van een bedrijf te schatten die te wijten is aan de marktverstoring veroorzaakt door de dioxinebesmetting van bepaalde levensmiddelen of diervoedsel;

2° de tegemoetkoming van het Waarborgfonds te verlenen in afwijking van de artikelen 12 à 27 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering.

**Art. 5.** Artikel 12 van het decreet van 6 mei 1999 houdende oprichting van de publiekrechtelijke naamloze vennootschap « Société de Garantie régionale wallonne (S.G.R.W.) » (Waalse Gewestelijke Waarborgmaatschappij) is niet van toepassing in het kader van dit decreet.

**Art. 6.** In artikel 1 van het decreet van 30 september 1999 inzake het toekennen van een tegemoetkoming van het Waarborgfonds en van een rentetoeelage aan de bedrijven die schade ondervonden hebben ten gevolge van de dioxinecrisis van 1999 worden de termen « vóór 31 januari 2000 » vervangen door de termen « uiterlijk 1 mei 2000 ».

**Art. 7.** Dit decreet treedt in werking en heeft uitwerking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, behalve artikel 6 dat uitwerking heeft op 31 januari 2000.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 24 maart 2000.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,

S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,

J. DARAS

De Minister van Begroting, Uitrustingen en Openbare Werken

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET

De Minister van Tewerkstelling, Vorming en Huisvesting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

J.-M. SEVERIN

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,

Th. DETIENNE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,

J. HAPPART

Nota

(1) *Zitting 1999-2000.*

*Stukken van de Raad.* — 87 (1999-2000) Nrs. 1 à 8.

*Volledig verslag.* — Openbare vergadering van 15 maart 2000. Bespreking - Stemming.